

Pour joindre notre chroniqueur : glavoie@lesoleil.com

Gilbert Lavoie

Un TGV pour la nation

Les Québécois forment une nation, ont statué les libéraux fédéraux du Québec samedi, à Montréal. La ville de Québec aura une « existence internationale » et un lien TGV avec New York en 2015, a promis Gilles Duceppe dimanche, à Québec. On s'occupe de nous, ces temps-ci, chez les politiciens fédéraux. Faut-il les croire ?

Qu'est-ce qu'une nation ? « Un groupe humain, généralement assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité (historique, sociale, culturelle) et la volonté de vivre en commun », nous dit *Le Petit Robert*. Jusque-là, rien de compromettant...

Mais voyons plus loin : « Un groupe humain constituant une communauté politique, établie sur un territoire défini ou un ensemble de territoires définis, et personnifiée par une autorité souveraine », nous dit encore *Le Petit Robert*.

Une autorité souveraine ? À quelle définition de la nation les libéraux ont-ils acquiescé en fin de semaine ? Bob Rae veut bien admettre que le Québec est une nation au « sens sociologique » du terme, mais il refuse l'invitation de Michael Ignatief d'enchâsser un jour un tel principe dans la Constitution. La simple évocation de « société distincte » a fait échouer l'accord du lac Meech en 1990. Imaginez un peu la panique si on devait parler de nation la prochaine fois !

Avant de blâmer le reste du Canada, il convient de rappeler que cette notion a fait controverse ici même, il n'y a pas si longtemps. La création de la Commission de la capitale « nationale » par le PQ, le 22-juin 1995, a fait sourciller les fédéralistes. Sous le gouvernement de Bernard Landry, on multipliait les occasions et les appellations « nationales » au grand dam des libéraux. Mais une fois au pouvoir, Jean Charest s'est approprié le mot controversé.

D'ailleurs son ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, a publié récemment un texte statuant que « Le Québec est bel et bien une nation au sens sociologique et politique. En effet, a-t-il ajouté, les Québécois forment un groupe qui est conscient de son identité, de son unité. Ils sont nourris par une volonté de vivre et de faire face à l'avenir ensemble ».

La « nation » du Québec fait donc son petit bout de chemin. Si elle survit au congrès national des libéraux fédéraux, en décembre, et si Michael Ignatief remporte le leadership du Parti, vous pouvez parier qu'elle passera petit à petit dans le vocabulaire des politiciens fédéraux, tout comme elle l'a fait chez les libéraux de Jean Charest. Mais de là à être enchâssée dans la Constitution, il y a encore un fossé.

Il a fallu la paranoïa créée par le référendum de 1995 pour convaincre Jean Chrétien de reconnaître au Québec le statut de

« société distincte ». Il faudra peut-être un autre 10 ans pour que cette société accède au statut de nation au sein du Canada.

Vous me direz que ces beaux mots ne sont que des symboles et ne changent rien au quotidien du peuple... Vous avez raison. Mais les symboles, me rappelle un vieux collègue nationaliste, c'est comme l'amour : le simple fait de les reconnaître ou de les exprimer, prend beaucoup d'importance aux yeux des gens concernés qui se sentent appréciés à leur juste valeur.

Les Québécois auront-ils la patience d'attendre ? Si on se fie à Gilles Duceppe, ils sont condamnés à patienter de toute manière. Le chef du Bloc a fixé à 2015, dans son discours de dimanche, son objectif de mettre la ville de Québec « sur la carte » et de lui obtenir une « existence internationale », avec un TGV vers New-York, un secrétariat de l'ONU et un véritable statut de capitale nationale d'un État souverain.

Pourquoi 2015 ? Pourquoi pas 2010, puisque André Boisclair promet un référendum au cours du prochain mandat. M. Duceppe aurait-il fait une croix sur les chances du PQ de remporter les élections en 2007 ? Le chef du Bloc québécois n'a pas rencontré les journalistes pour s'expliquer.

On aimerait bien croire M. Duceppe, notamment lorsqu'il nous promet un lien TGV avec New York. Mais on nous pardonnera un certain scepticisme. Comme le



M. DUCEPPE AURAIT-IL FAIT UNE CROIX SUR LES CHANCES DU PQ DE REMPORTE LES ÉLECTIONS EN 2007 ?

disait si bien son député Michel Guimond, dimanche : « C'est facile, en campagne électorale, de dire n'importe quoi, puis de ne pas livrer la marchandise et ça, les Québécois et les Québécoises, aussi bien à la grandeur du Québec que dans la région de Québec, on n'est pas dupes ».

Si j'avais à parier, je vous dirais que la ville de Québec a autant de chances d'avoir son lien TGV avec New-York en 2015, que le Québec a de chances de voir son statut « national » enchâssé dans la Constitution canadienne à cette date.

Mais donnons la chance aux coureurs. Après tout, Michael Ignatief et Gilles Duceppe sont peut-être appelés à collaborer. Si M. Ignatief devient premier ministre, il pourra toujours travailler au projet ferroviaire de M. Duceppe, si ce dernier l'appuie dans sa démarche constitutionnelle.